

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 23 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERRY BEAUTE MAROLLES

ZI La Touche
72260 Marolles-Les-Braults

Références : 2024-412_INSP_BERRY Beauté - Marolles les Braults_RAP
Code AIOT : 0006302853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement BERRY BEAUTE MAROLLES implanté ZI La Touche 72260 Marolles-les-Braults. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre de l'action nationale PFAS 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERRY BEAUTE MAROLLES
- ZI La Touche 72260 Marolles-les-Braults
- Code AIOT : 0006302853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BERRY BEAUTE MAROLLES fabrique des emballages cosmétiques et des bouchons de parfums, à destination d'enseignes spécialisées dans le luxe.

Contexte de l'inspection :

- Inspection concernant les dispositions applicables concernant les PFAS

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	campagnes d'analyse		
4	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Maîtrise des rejets de PFAS et des enjeux associés	Arrêté du 2 février 1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation n'a pas mené à constater d'écart significatif. L'inspection des installations classées propose cependant dans le présent rapport et pour les points les plus importants dans le courrier à l'exploitant certaines demandes en vue d'encadrer plus précisément la démarche visant à minimiser les rejets de PFAS du site afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L 181-3 du Code de l'Environnement (articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les PFAS identifiés sur ce site comme présentant des enjeux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PFOS (Sandre : 6561), - le 6:2 FTSA, - les éventuels produits de dégradation (en particulier du 6:2 FTSA). <p>L'indice AOF se situe également à un niveau significatif.</p> <p>Suite aux recherches de l'exploitant, la situation en fin juillet 2024 sur la présence de PFAS dans les</p>

<p>produits utilisés sur site était la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produits chimiques galva (Demande lancée le 04/08/2023) : 150 produits concernés - 9 fournisseurs - 113 certificats d'absence de substances - 2 certificats avec présence d'une substance classée PFAS (6:2 FTSA mentionné) - En attente de 35 certificats toujours manquants, - matières plastiques entrant au contact des baignoires chimiques (Demande lancée le 26/04/2024) : 11 produits concernés - 7 fournisseurs <p>11 certificats d'absence de substances PFAS.</p> <p>Le jour de la présente visite, il manquait à l'exploitant une seule attestation concernant un produit, sa FDS ne mentionnant pas de PFAS suivant l'exploitant. L'exploitant indique par ailleurs qu'il n'y a pas de matière dans les cuves et revêtement sur les barres (accrochage de pièces) contenant des PFAS.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Finaliser la recherche et la formalisation de la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par les installations, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation (Finalisation des consultations, exhaustivité des recherches et produits de dégradation à ajouter le cas échéant).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>Constats :</p> <p>3 campagnes de mesures ont été réalisées sur les effluents aqueux industriels en décembre 2023, janvier 2024 et février 2024. Les prélèvements ont été effectués au droit de la mesure de débit en aval du dispositif de mesure. Les prélèvements ont été effectués sur 24 heures avec asservissement au débit. Les résultats significatifs des 3 campagnes de mesures figurent au niveau du point de contrôle n°7.</p> <p>Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. L'exploitant considère ne pas être concerné par ces deux dernières catégories.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou</p>

laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Les prélèvements ont été réalisés par l'APAVE EXPLOITATION FRANCE (Agence Essais & Mesures Bretagne-Maine).

Cette entité de l'APAVE dispose de l'attestation d'accréditation suivante :

N° 1-7202 rév. 6

délivrée à :

APAVE EXPLOITATION FRANCE

N° SIREN : 903869618

Satisfait aux exigences de la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017 et aux règles d'application du Cofrac pour les activités d'analyses/essais/étalonnages en :

ENVIRONNEMENT / AMIANTE - ENVIRONNEMENT ELECTROMAGNETIQUE - QUALITE DE L'AIR - QUALITE DE L'EAU

réalisées par APAVE EXPLOITATION FRANCE

6 RUE DU GENERAL AUDRAN

92400 COURBEVOIE

Date de prise d'effet : 29/10/2024

Date de fin de validité : 30/11/2028

ANNEXE TECHNIQUE

à l'attestation N° 1-7202 rév. 6

L'accréditation concerne les prestations réalisées par :

APAVE EXPLOITATION FRANCE

6 RUE DU GENERAL AUDRAN

92400 COURBEVOIE

Dans ses sites :

- ...

- **Essais & Mesures Bretagne Maine**

- ..

Les eaux résiduares sont mentionnées dans la portée pour un échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur une durée de 24h (FD T 90-523-2).

Les analyses ont été sous-traitées à Eurofins Hydrologie Est par l'APAVE (pour les PFAS et AOF dernière campagne) et EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE (S1) pour l'AOF (campagnes 1 et 2).

ATTESTATION D'ACCREDITATION

N° 1-0685 rév. 37

Le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) atteste que :

EUROFINS HYDROLOGIE EST

N° SIREN : 756800090

Satisfait aux exigences de la norme NF EN ISO/IEC 17025 : 2017

et aux règles d'application du Cofrac pour les activités d'analyses/essais/étalonnages en :

ENVIRONNEMENT / QUALITE DE L'EAU - MATRICES SOLIDES

réalisées par :

EUROFINS HYDROLOGIE EST

Rue Lucien Cuenot

Site Saint Jacques 2

54320 MAXEVILLE

Date de prise d'effet : 04/11/2024
Date de fin de validité : 30/11/2028

L'exigence d'accréditation pour l'analyse est requise pour les 20 PFAS obligatoires de l'arrêté ministériel du 20/06/23.

EUROFINS HYDROLOGIE ILE DE FRANCE a sous-traité les analyses de PFAS sous accréditation à Eurofins Hydrologie Est (* sur le bulletin d'analyse).

La portée détaillée de EUROFINS HYDROLOGIE EST mentionne les PFAS mesurés sous accréditation.

Il s'agit des substances suivantes :

Acide Perfluorobutanoïque (PFBA),
Acide sulfonique de perfluorobutane (PFBS),
Acide perfluorodecanoïque (PFDA),
Acide perfluorododecanoïque (PFDoA),
Acide perfluorododécane sulfonique (PFDoDS),
Acide perfluorodecane sulfonique,
Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA),
Sulfonate de perfluoroheptane (PFHpS),
Acide perfluorohexanoïque (PFHxA),
Sulfonate de perfluorohexane (PFHxS),
Acide perfluorononanoïque (PFNA),
Acide perfluorooctanoïque (PFOA),
Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS),
Acide Perfluoropentanoïque (PFPeA),
Acide perfluoropentane sulfonique (PFPeS),
Acide perfluorotridécanoïque (PFTrDA),
Acide perfluorotridécane sulfonique (PFTrS),
Acide Perfluoroundécanoïque (PFUnA),
Acide perfluoroundécane sulfonique (PFUnDS),
Perfluoro[5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy (C6O4),
Acide Perfluorotétradécanoïque (PFTA),
Acide perfluorononane sulfonique (PFNS),
Acide perfluorododécane sulfonique (PFDoDS).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les attestations d'accréditation venant d'être renouvelées, les fournir sur la période des trois campagnes de mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un

<p>échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation si l'on se réfère au débit rejeté. Un commentaire sur l'activité le jour des mesures aurait été utile.</p> <p>Les prélèvements ont été effectués au point de rejet aqueux des eaux industrielles (sortie station au droit de la mesure de débit en aval du dispositif de mesure) avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés sous accréditation pour les PFAS concernés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures asservi au débit sous réserve de clarifier un point du point de contrôle n°3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Décrire succinctement l'activité du site le jour des mesures lors des prochaines mesures et justifier de la représentativité des mesures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>La limite de quantification est respectée pour les 20 PFAS obligatoires (0,1 µg/l) lors des 3 campagnes d'analyses lorsque les niveaux mesurés ne sont pas supérieurs à la limite de quantification.</p> <p>L'AOF a été mesuré à des concentrations supérieures à la limite de quantification lors des 3 campagnes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mentionner plus clairement dans les rapports la limite de quantification pour chaque paramètre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les campagnes d'analyse ont été réalisées comme suit (Deuxième date transmission via GIDAF - troisième date relative à l'élaboration du rapport) :

Mesures du 12 au 13/12/2023 : 16 février 2024 - 31/01/2024

Mesures du 08 au 09/01/2024 : 14 mars 2024 - 08/03/2024

Mesures du 05 au 06/02/2024 : 16 avril 2024 - 02/04/2024

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maîtrise des rejets de PFAS et des enjeux associés

Référence réglementaire : Arrêté du 2 février 1998, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- [...]
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- [...]
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Contexte :

Les trois premières campagnes de mesures mènent aux résultats significatifs suivants :

- des concentrations en AOF (Sandre : 8986) respectivement de **2420, 2 210 et 2 000 µg/l** et des flux de **493, 384 et 415,6 g/j** ;
- des concentrations en PFOS (Sandre : 6561) respectivement de **4,05, 9,86 et 1,87 µg/l** et des flux de **0,83 , 1,71 et 0,39 g/j**.

Sur cette base, il a été demandé à l'exploitant par un courrier du 11 avril 2024 :

- **1. sans délai (identification de l'origine) :**
de poursuivre l'identification de l'origine des substances contribuant au paramètre AOF et du PFOS, notamment par le questionnement des fournisseurs, y compris si les substances ne sont pas mentionnées dans les fiches de données de sécurité (FDS), l'analyse des matières premières et produits mis en œuvre sur site, l'analyse de l'eau d'approvisionnement,

Identification :

L'identification de l'origine des substances contribuant au paramètre AOF et au PFOS a été traitée au niveau du point de contrôle n°1.

2 produits ont été identifiés comme contenant le même PFAS (6:2 FTSA).

Analyse eau de ville :

L'analyse de l'eau de ville (Prélèvement du 05-06/02/2024) mène à des résultats sous les limites de quantification pour les 20 et 28 PFAS de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ainsi que pour l'indice AOF (respectivement 0,1 et 2 µg/l) (Extrait du bulletin d'analyse transmis).

Demande de l'inspection des installations classées :

S'interroger sur l'opportunité de réaliser la mesure du 6:2 FTSA dans l'eau d'approvisionnement.

- **2. sans délai (surveillance rejet) :**

- maintenir la surveillance dans le rejet au milieu du paramètre AOF à une fréquence mensuelle, et celle mensuelle du PFOS, au delà des 3 mesures imposées par l'arrêté ministériel susvisé ;
- compléter cette surveillance via la mesure d'autres PFAS susceptibles d'être émis dont le 6:2 FTSA mesuré dans des rejets d'activités similaires aux vôtres ;
- engager en cas d'identification de PFAS spécifiques en concentration significative la surveillance dans le rejet au milieu des paramètres identifiés à une fréquence mensuelle ;

Mai, juin et juillet :

Moyenne prélèvements mensuels AOF : 626 µg/l (470 µg/l mini , 710 µg/l maxi)

Moyenne Somme 28 PFAS prélèvements mensuels : 0,7 µg/l (0,17 µg/l mini , 1,16 µg/l maxi)

Les bulletins d'analyse mentionnent :

. Prélèvement du 21/05/2024 :

AOF : 710 µg/l,

Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) : 0.17 µg/l,

6:2 Fluorotélomère sulfonate : >120 µg/l,

Somme des composés perfluorés (20) : 0.17 µg/l,

Somme des composés perfluorés (28) : 0.17 µg/l.

. Prélèvement du 19/06/2024 :

AOF : 700 µg/l,

Somme des composés perfluorés (20) : 1.16 µg/l,

Somme des composés perfluorés (28) : 1.16 µg/l,

Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) : 0.17 µg/l,
Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) : 0.24 µg/l,
Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) : 0.75 µg/l,
6:2 Fluorotelomere alcool (6:2 FTOH) : >0.1 µg/l,
6:2 Fluorotelomere sulfonate : >120 µg/l.

. Prélèvement du 09/07/2024 :

AOF : 470 µg/l,
Somme des composés perfluorés (20) : 0.75 µg/l,
Somme des composés perfluorés (28) : 0.75 µg/l,

Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) : 0.25 µg/l,
Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) : 0.33 µg/l,
Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) : 0.17 µg/l,
6:2 Fluorotelomere sulfonate : >120 µg/l.

. Prélèvement du 29/08/2024 :

AOF : 810 µg/l,
Somme des composés perfluorés (20) : 1.33 µg/l,
Somme des composés perfluorés (28) : 1.33 µg/l,

Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) : 0.29 µg/l,
Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) : 0.40 µg/l,
Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) : 0,64 µg/l,
6:2 Fluorotelomere sulfonate : Non analysé.

. Prélèvement du 18/09/2024 :

AOF : 1300 µg/l,
Somme des composés perfluorés (20) : 3.68 µg/l,
Somme des composés perfluorés (28) : 3.68 µg/l,

Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) : 0.24 µg/l,
Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) : 0.38 µg/l,
Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) : 3,06 µg/l,
6:2 Fluorotelomere sulfonate : Non analysé.

. Prélèvement du 16/10/2024 :

AOF : 1800 µg/l,
Somme des composés perfluorés (20) : 1.06 µg/l,
Somme des composés perfluorés (28) : 1.06 µg/l,

Acide perfluorohexanoïque (PFHxA) : 0.16 µg/l,
Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA) : 0.14 µg/l,
Acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) : 0,76 µg/l,
6:2 Fluorotelomere sulfonate : >120 µg/l.

Demande de l'inspection des installations classées :

Fournir les débits de chacun de ces prélèvements
Clarifier la problématique analytique du 6:2 FTSA
Poursuivre les mesures conformément au courrier joint

- **3. sous 15 jours (plan de prélèvement au sein du procédé) :**
mettre en œuvre un plan de prélèvement au sein du procédé, dont les bains de traitement, pour analyse des paramètres susvisés et autres PFAS spécifiques identifiés dans le cadre des investigations complémentaires à mener (cf points précédents) ;

L'exploitant a travaillé à la mise au point d'un plan de prélèvement au sein du procédé.

Il a cependant dû repousser les premières mesures à octobre 2024.

Son approche consiste à analyser 2 bains de traitement et leurs bains de rinçage sur la substance concernée, afin d'en déterminer la concentration. Il s'agit des bains suivants :

- Sulfochromique bains : 122/125 + rinçage 133

- Chrome finition bain : 224 + rinçage 228

Les PFAS recherchés sont à ce stade : 20 PFAS + 6:2 FTSA + AOF.

Les produits utilisés contenant des PFAS sont fortement dilués dans les bains (à plus de 95% - Utilisation à moins de 5 %) et les FDS ne mentionnent qu'une teneur approximative en 6:2 FTSA.

Trois bulletins d'analyse concernant les bains 122/125 et 133 ont été fournis.

La composition des bains à partir des données de la FDS demande à être précisée afin si nécessaire d'établir un bilan matière.

Pour le Chrome finition et rinçage les flacons prélevés ont été suivant l'exploitant cassés d'où l'absence à ce stade de résultats.

Demande de l'inspection des installations classées :

Affiner la teneur en 6:2 FTSA des deux produits utilisés dans les bains et la composition des bains (dilution employée notamment)

Fournir des résultats d'analyse et les bulletins pour les cinq bains pré-cités

- **4. sous 15 jours (définition des usages de l'eau) :**

identifier les usages sur la masse d'eau où s'effectue le rejet : alimentation en eau potable, pêche, arrosage potager, irrigation agricole, abreuvement des animaux... ;

A ce stade, l'exploitant a rencontré le propriétaire des terrains rive droite et gauche de la position du rejet. Celui-ci aurait confirmé oralement qu'il n'y avait aucune utilisation de la masse d'eau :

- pêche ,

- arrosage des potagers,

- irrigation agricole,

- abreuvement des animaux.

Demande de l'inspection des installations classées :

Approfondir ce volet.

- **5. (surveillance milieu) :** réaliser une surveillance du milieu de rejet pour les paramètres AOF, PFOS et tout autre PFAS pertinent, et transmettre à l'inspection le programme de surveillance précisant les fréquences et les paramètres retenus ;

Sur ce volet, l'exploitant a révisé son contrat avec son prestataire EUROFINS.

Il a proposé le 19/04/24 l'ajout des 28 PFAS + AOF + 6:2 Fluorotélomère sulfonate (6:2 FTSA , CAS 27619-97-2) , en amont et en aval du rejet à fréquence au moins trimestrielle.

Une première mesure a été réalisée le 19/06/2024.

Les résultats qui sont les suivants pour les plus significatifs montrent des concentrations plus élevées en amont qu'en aval. Ce constat interroge:

Paramètre	Incertitude en %	Limite de quantification	Concentration amont	Concentration aval
AOF (en µg/l)	50	2	16	6,3
Somme des 20 PFAS (en µg/l)			0,17	<0,1

Somme des 28 PFAS (en µg/l)			0,17	<0,1
PFOS (en µg/l)	29	0,1	0,17	<0,1
6:2 FTSA (en µg/l)		0,1	7,84	0,63

Le problème a été remonté au laboratoire d'analyse qui n'a pas modifié ses résultats.
Le rapport du deuxième prélèvement (19/06/2024) est suivant l'exploitant encore en attente.

Demande de l'inspection des installations classées :

Fournir les différents bulletins d'analyse.

- **6. sous 1 mois (mesures de réduction/suppression) :**

- proposer des mesures de réduction/suppression de ces substances, et le cas échéant un traitement complémentaire des rejets ou leur suppression, pour permettre la compatibilité des rejets avec les usages et éviter la dégradation du milieu.

La voie actuellement la plus directe est la substitution des produits contenant des PFAS.

L'exploitant a reçu une FDS pour l'un des produits.

Il convient cependant d'évaluer la pertinence de la substitution en prenant en compte les effets croisés. Le procédé doit aussi être validé.

Le second produit n'a pas fait l'objet de proposition de substitution.

Des modifications de procédé plus importantes sont aussi envisagées, voir un rejet zéro.

Les techniques curatives doivent aussi être évaluées.

Demande de l'inspection des installations classées :

Poursuivre les évaluations des différentes pistes d'abattement des PFAS et clarifier la plus réaliste.

Les fournisseurs et producteurs des produits constituent des acteurs clefs notamment pour la substitution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Voir courrier pour les points principaux.